



Commission de consolidation de la paix

Distr. générale
31 juillet 2008
Français
Original : anglais

Deuxième session Configuration pour la Sierra-Leone

Compte rendu analytique de la 2^e séance

Tenue au Siège, à New York, le lundi 19 mai 2008, à 10 heures

Président : M. Majoor..... (Pays-Bas)

Sommaire

Adoption de l'ordre du jour

Allocution du Secrétaire général

Allocution de Mme Zainab Hawa Bangura, Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de la Sierra Leone

Allocution de M. Maxime Verhagen, Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas

Réunion de consultation de haut niveau avec les parties prenantes

- a) Séance de bilan
- b) Session plénière sur l'emploi et l'autonomisation des jeunes
- c) Session plénière sur la bonne gouvernance et le renforcement des capacités

Le présent compte rendu est sujet à rectifications. Celles-ci doivent porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées, *dans un délai d'une semaine à compter de la date de publication*, au Chef de la Section d'édition des documents officiels, bureau DC2-750, 2 United Nations Plaza, et également être portées sur un exemplaire du compte rendu.

Les rectifications seront publiées après la clôture de la session, dans un fascicule distinct pour chaque commission.

08-34530 (F)



La séance est ouverte à 10 h 20.

Adoption de l'ordre du jour (PBC/2/SLE/4)

1. L'ordre du jour est adopté.

Allocution du Secrétaire général

2. **Le Secrétaire général** félicite le peuple et le Gouvernement sierra-léonais et la Commission de consolidation de la paix pour le remarquable partenariat dont ils ont fait preuve au cours des deux dernières années. L'adoption du Cadre de coopération pour la consolidation de la paix en Sierra Leone, le 12 décembre 2007, est un jalon important dans ce partenariat. Le Cadre repose sur les trois principes fondamentaux de la consolidation de la paix : appropriation nationale, principe de responsabilité mutuelle et engagement durable. C'est un instrument d'engagement sans précédent et novateur, qui reprend succinctement les engagements pris par le Gouvernement sierra-léonais, la Commission de consolidation de la paix, l'ONU et d'autres parties prenantes de s'attaquer aux difficultés encore non résolues de la consolidation de la paix en Sierra Leone.

3. Le Cadre de coopération tient compte à juste titre du fait qu'il incombe en premier lieu au peuple et au Gouvernement sierra-léonais de relever les défis de la consolidation de la paix. Parallèlement, il tient compte du fait que la communauté internationale et, notamment, la Commission de consolidation de la paix et le système des Nations Unies devraient rester engagées dans le pays et que leur appui constant aux efforts nationaux reste vital.

4. Avec un appui ciblé des États Membres, de l'ONU et de toutes les autres parties prenantes concernées, la mise en œuvre du Cadre de coopération peut faire d'une Sierra Leone où la paix et la stabilité sont constamment menacées une Sierra Leone où la consolidation de la paix peut être couronnée de succès. Le Secrétaire général espère sincèrement que la présente réunion de consultation de haut niveau aboutira à la prise d'engagements clairs d'appuyer la mise en œuvre du Cadre, soit par le biais des programmes existants, soit par la création de nouveaux partenariats. L'appui collectif et individuel des parties prenantes contribuera dans une mesure décisive à inscrire dans la durée les progrès remarquables accomplis par la Sierra Leone sur la voie de la paix, du développement et de la prospérité.

5. L'ONU joue et continuera de jouer un rôle important dans l'appui aux efforts de la Sierra Leone en faveur de la paix et du développement. Elle continuera de soutenir les travaux de la Commission de consolidation de la paix et la mise en œuvre du Cadre de coopération. La Commission de consolidation de la paix a déjà prouvé son mérite en accompagnant la Sierra Leone jusqu'au terme des élections nationales et tout au long du processus de transition démocratique, ainsi qu'en élargissant le cercle de ses donateurs et en renforçant le partenariat entre le Gouvernement et les donateurs. La présente réunion offre l'occasion de faire fond sur ces réalisations et de profiter de ce moment stratégique pour promouvoir le changement et la réforme en Sierra Leone. Le Secrétaire général espère en voir bientôt les résultats.

Allocution de Mme Zainab Hawa Bangura, Ministre des affaires étrangères et de la coopération internationale de la Sierra Leone

6. **Mme Bangura** (Sierra Leone) dit que la présente réunion de consultation est le point d'orgue des nombreux efforts déployés pour mobiliser les ressources afin d'accélérer la mise en œuvre du Pacte de la Sierra Leone. La participation nombreuse et à haut niveau donne à la délégation sierra-léonaise l'assurance que la réunion sera couronnée de succès.

7. La Sierra Leone, qui est un pays sortant d'un conflit, attache beaucoup d'importance au Cadre de coopération et à sa rapide mise en œuvre en tant que facteurs de dissuasion propres à prévenir un retour du conflit. Étant l'un des deux premiers pays bénéficiaires de l'action de la Commission de consolidation de la paix, elle ne demande qu'à prouver l'importance de la Commission, non seulement comme nouvelle institution de consolidation de la paix mais également comme force déterminante pour le maintien de la paix et de la sécurité internationales.

8. Le Cadre de coopération, adopté en 2007, a représenté un jalon aussi bien dans l'engagement de la Commission en Sierra Leone que pour la stratégie de l'ONU en matière de consolidation de la paix, et le Gouvernement sierra-léonais est entièrement résolu à le mettre intégralement en œuvre. Au cours de cette année, l'intervenante et le Ministre de la coopération pour le développement des Pays-Bas ont lancé un appel, en présentant le Document-cadre à la Commission de consolidation de la paix et à la communauté des donateurs, en vue de constituer les

ressources requises pour qu'il soit mis en œuvre en temps voulu.

9. Le Gouvernement sierra-léonais remercie le Président de la réunion spécifique sur la Sierra Leone, l'Ambassadeur Frank Majoor, des efforts inlassables qu'il a déployés pour mobiliser des ressources aux fins de la mise en œuvre du Cadre de coopération. Néanmoins, les ressources sont encore insuffisantes pour agir dans les cinq domaines prioritaires définis par le Gouvernement et la Commission de consolidation de la paix. Des études économiques approfondies tendent à prouver que, de façon générale, l'aide aux sociétés sortant d'un conflit devient trop vite insuffisante et qu'elle devrait, par conséquent, s'étaler sur une certaine période au lieu d'être fournie en totalité en une seule fois. Le Pacte de la Sierra Leone a été conçu en fonction de ce principe, en étant toutefois structuré de manière à apporter des réponses rapides aux plus hautes priorités.

10. La Sierra Leone a beaucoup avancé dans le processus de paix depuis la fin du conflit, en 2005. Le processus démocratique est en bonne voie, comme en témoigne l'achèvement des élections présidentielles et parlementaires de l'année dernière, et la Sierra Leone est devenue l'un des endroits les plus sûrs de la sous-région de l'Afrique de l'Ouest. Un appel du nouveau Gouvernement à la Commission de consolidation de la paix demandant que l'alimentation de la capitale en électricité figure parmi les domaines prioritaires du Pacte de la Sierra Leone a été entendu, bien que la crise des combustibles impose un nouveau fardeau. Des programmes d'emploi et d'autonomisation des jeunes sont mis en œuvre, les réformes de la justice et de la sécurité sont en cours et la Commission de lutte contre la corruption est en cours de profonde modification. Pour ces bons résultats, entre autres, l'intervenante souhaite exprimer la profonde reconnaissance de son pays envers ses partenaires bilatéraux, notamment le Gouvernement britannique, et à ses partenaires multilatéraux, notamment la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), l'Union africaine, l'Union européenne et l'ONU.

11. Malgré ces réalisations, il reste encore beaucoup à faire. Les défis à relever sont considérables, notamment les défis relatifs à l'énergie et au chômage – en particulier le chômage des jeunes – et l'inquiétante pénurie de riz, aliment de base du pays, qui constituent des menaces potentielles pour la paix et

la sécurité. C'est pourquoi l'intervenante demande à la Commission de consolidation de la paix et à tous les participants à la présente réunion d'aider la Sierra Leone à désamorcer cette crise potentielle. Son Gouvernement est conscient qu'il lui incombe d'assurer l'autosuffisance alimentaire et la sécurité de son peuple, et le Président intensifie l'effort particulier entrepris dans ce but.

12. La réunion de consultation a pour objet principal l'étude exhaustive des modalités qui permettraient de forger des partenariats et de recueillir un soutien pour l'application du Pacte de la Sierra Leone. C'est pourquoi l'intervenante demande à la Commission et à tous les partenaires d'accroître leur appui aux mesures relatives aux besoins essentiels en matière de consolidation de la paix qui sont susceptibles de mettre sur les rails le programme de développement du pays. Le fait est qu'on n'insistera jamais trop sur la nécessité d'un engagement durable de tous les acteurs. Les partenaires de la Sierra Leone ne devraient pas se contenter d'annoncer des contributions mais devraient les verser en temps voulu pour que leur aide revête tout son intérêt.

13. L'ONU ne peut rester éternellement en Sierra Leone. Le Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone (BINUSIL) a joué son rôle et la Commission de consolidation de la paix représente la dernière phase de la présence de l'ONU dans le pays au titre du maintien et de la consolidation de la paix. C'est pourquoi il convient de se demander quelle a été l'efficacité du programme comme catalyseur conçu pour remédier aux plus graves lacunes en ce qui concerne la consolidation de la paix et pour être un facteur de dissuasion propre à prévenir le retour du conflit, quelles sont les réalisations et qu'est-ce qui reste à faire. Ces questions peuvent guider la Commission de consolidation de la paix dans la dernière phase de ses opérations en Sierra Leone et dans d'autres domaines de son action.

Allocution de M. Maxime Verhagen, Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas

14. **Le Président**, parlant au nom de son pays, lit une déclaration du Ministre des affaires étrangères des Pays-Bas.

15. La Commission de consolidation de la paix s'acquitte déjà d'une partie importante de son mandat, à savoir centrer son attention sur les pays qui s'efforcent de consolider la paix après des années de

conflit. La Sierra Leone mérite pleinement cette attention, non seulement pour ce qui reste encore à faire mais aussi pour ses réalisations, à savoir une période de relative stabilité depuis la fin du conflit il y a six ans, le travail remarquable accompli par la Commission Vérité et réconciliation et, l'année dernière, une transition démocratique entre deux gouvernements élus. Ces progrès devraient encourager tout un chacun à soutenir les efforts entrepris par la Sierra Leone pour inscrire la paix dans la durée et édifier son avenir.

16. La Commission de consolidation de la paix doit encore s'assurer que les engagements politiques pris soient traduits en actes concrets. Le Cadre de coopération pour la consolidation de la paix en Sierra Leone doit servir de référence car il définit les priorités de la consolidation de la paix, met en évidence les insuffisances des efforts nationaux et internationaux qui appellent des solutions et suggère des mesures et activités pour l'avenir.

17. Toutes les parties prenantes nationales et internationales ont l'obligation d'étudier comment elles peuvent appuyer les efforts de consolidation de la paix en Sierra Leone, compte tenu de leurs capacités et points forts respectifs. L'action de la Commission de consolidation de la paix consiste à appeler l'attention sur les domaines où l'attention manque, à fournir un appui là où l'appui manque ou est insuffisant et à encourager ceux qui peuvent apporter une valeur ajoutée. Pour certaines parties prenantes, la valeur ajoutée consiste à fournir des connaissances techniques spécialisées ou à partager des pratiques d'excellence; pour d'autres, il s'agirait d'offrir un soutien financier ou d'avoir des activités commerciales dans le pays; pour d'autres encore, la valeur ajoutée pourrait prendre la forme de plaidoyer dans d'autres instances.

18. Le Gouvernement néerlandais appuie la Sierra Leone et l'action de la Commission de consolidation de la paix suivant diverses modalités. Sur le front bilatéral, il a fourni 22 millions de dollars pour financer le Tribunal spécial pour la Sierra Leone et une nouvelle annonce de contribution pluriannuelle est imminente. L'annulation de la dette de la Sierra Leone, en 2007, a représenté quelque 43 millions de dollars. Les Pays-Bas ont fourni du matériel de transport d'une valeur de plusieurs millions de dollars aux forces armées sierra-léonaises à titre d'appui au secteur de la sécurité du pays.

19. Les Pays-Bas fournissent leur financement en très grande partie par des voies bilatérales et par l'intermédiaire de fonds multilatéraux et appuient plusieurs projets liés à la consolidation de la paix et à la reconstruction, notamment des projets favorisant le retour de réfugiés en Sierra Leone et le recours à la diaspora pour aider le développement du pays. En outre, le Gouvernement néerlandais soutient les processus de transition et activités de désarmement postérieurs aux conflits par le biais des programmes régionaux de plusieurs institutions – le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), le Programme alimentaire mondial (PAM) et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) – et par le canal de la Banque mondiale. Les Pays-Bas ont également contribué à hauteur de 18 millions de dollars au Fonds pour la consolidation de la paix et apporteront une contribution au fonds relatif aux conflits de la Société financière internationale (SFI), qui inclut la Sierra Leone dans sa nouvelle politique en faveur des États touchés par un conflit.

20. Pour ce qui est des besoins spécifiques liés à la consolidation de la paix en Sierra Leone, les Pays-Bas sont disposés à examiner les possibilités d'utiliser, pour des futurs financements, les voies multilatérales qui appuient des initiatives dans ces domaines, en particulier dans les domaines où les Pays-Bas ont des connaissances spécialisées spécifiques, tels que la réforme de la justice et du secteur de la sécurité et les droits de l'homme. Le Gouvernement néerlandais financera également l'action du Bureau d'appui à la consolidation de la paix, et un montant d'environ 400 000 dollars vient d'être débloqué à cet effet.

21. L'action menée par la Commission de consolidation de la paix en Sierra Leone et au Burundi est la première depuis l'entrée en vigueur de son mandat, et les États Membres ne devraient pas perdre de vue que des progrès accomplis dans des domaines décisifs pour la consolidation de la paix en Sierra Leone sont importants pour la Commission dans son ensemble. Il n'y a pas de schémas directeurs pour s'engager dans le cadre de cette instance, qui permet de façon exceptionnelle de réfléchir et d'agir de manière créative. Afin d'appuyer la consolidation de la paix en Sierra Leone, l'intervenant encourage toutes les parties prenantes à examiner attentivement le Cadre de coopération ainsi que les déclarations des divers intervenants à la réunion de consultation.

22. La continuité de l'engagement de la Commission peut réellement améliorer la situation en Sierra Leone. La Commission devrait profiter du fait de nombreux gouvernements – notamment celui des Pays-Bas – et institutions sont en train de réorienter leurs politiques vers les États fragiles ou touchés par un conflit.

Réunion de consultation de haut niveau avec les parties prenantes

a) Séance de bilan

23. **Le Président**, parlant en qualité d'animateur du débat, rappelle que les objectifs de la réunion de consultation sont de recueillir un soutien pour la mise en œuvre du Cadre de coopération pour la consolidation de la paix, d'étudier toutes les possibilités de nouveau partenariat, d'appuyer les initiatives de consolidation de la paix existantes et d'accroître le nombre de donateurs en Sierra Leone.

24. **M. Carew** (Sierra Leone) dit que les apports au titre de l'aide en faveur de la Sierra Leone proviennent d'institutions multilatérales, notamment le Fonds monétaire international (FMI), la Banque mondiale et la Banque africaine de développement (BAD), d'institutions bilatérales, d'institutions des Nations Unies et de pays pris individuellement. Le Gouvernement a créé un bureau de coordination de l'aide au développement, chargé de travailler en étroite collaboration avec les organismes donateurs afin de déterminer les modalités optimales pour diriger leur aide vers les divers secteurs de l'économie de manière à faciliter les programmes gouvernementaux.

25. Dans le cadre du document de stratégie pour la réduction de la pauvreté (DSRP), la Sierra Leone a reçu au total 630 millions de dollars, le Ministère du développement international du Royaume-Uni apportant la plus importante subvention. Les institutions multilatérales contribuent pour 29%, les institutions bilatérales pour 48%, les institutions des Nations Unies pour 22% et d'autres fonds pour 1%. Les fonds sont dirigés vers des services d'exécution de projets dans divers ministères, départements et offices (61% des fonds), le budget en tant que soutien direct (12%), les institutions des Nations Unies (16%) et des organisations non gouvernementales (11%).

26. Les apports au titre de l'aide ont été très inférieurs aux montants espérés pour financer le DSRP de la première génération. Le principal problème tient au fait que de nombreux donateurs utilisent les fonds

pour leurs propres programmes en cours d'exécution en Sierra Leone et non pour la mise en œuvre des programmes définis dans le DSRP. Du fait de retards dans l'obtention des ressources, il a parfois fallu retarder, voire abandonner des programmes. Il est important de coordonner les apports au titre de l'aide pour éviter le gaspillage et le double emploi et aligner les apports d'aide sur les priorités du développement. En outre, le Gouvernement a besoin de données sur ces apports pour prendre des décisions de politique générale en toute connaissance de cause. La coordination de l'aide reste difficile parce qu'elle est souvent mal comprise et que les gens tendent à conserver jalousement les informations financières. Il arrive parfois que des offices gouvernementaux ou des organismes donateurs ne soient pas en mesure de suivre les données ou d'analyser correctement la situation et d'en rendre compte.

27. Par ailleurs, le manque de transparence de la part des partenaires, surtout en ce qui concerne l'assistance technique et les approvisionnements effectués au nom du pays, complique considérablement la coordination de l'aide. Pour que la coordination de l'aide soit efficace, il faut de la détermination tant de la part du Gouvernement que de celle des donateurs, un plan national de développement et des dispositions et des outils institutionnels efficaces. Enfin, les donateurs devraient s'employer à honorer la Déclaration de Paris.

28. En Sierra Leone, il y a trop d'acteurs avec trop d'idées, et aussi bien le Gouvernement que ses partenaires manquent de moyens d'agir. Maintenant que le pays n'est plus dans la phase postérieure au conflit et a été classé parmi les États fragiles, il a besoin d'un soutien accru des donateurs pour pouvoir atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015.

29. Le projet de DSRP de la deuxième génération devrait être achevé en juin 2008. Les versions préliminaires seront distribuées sitôt après, tandis que les consultations se poursuivent. Une conférence du groupe consultatif sera organisée au second trimestre 2008 pour l'étude du financement.

30. **M. López Blanco** (Communauté européenne) souligne que le rôle dirigeant de la Sierra Leone et l'appropriation nationale sont importants pour la coordination des donateurs car ce sont à la fois des éléments fondamentaux de la politique de

développement de la Communauté européenne et la base du partenariat mutuel avec la Sierra Leone.

31. Un mécanisme de coordination viable et durable clairement dirigé et pris en main par le pays partenaire est indispensable pour donner des orientations aux donateurs, mettre en évidence des créneaux pour de nouveaux donateurs et éviter que l'attention soit exclusivement centrée sur certains domaines tandis que d'autres domaines ne bénéficient d'aucune aide. Un mécanisme de coordination adéquat est également important pour accroître le nombre de donateurs.

32. Au cours de l'année précédente, la Commission européenne a adopté, à l'intention du Conseil et du Parlement européen, une Communication proposant des modalités pour faciliter les interventions de l'Union européenne face aux situations de fragilité. Le Conseil de l'Union européenne a ensuite adopté des conclusions politiques, dont une recommandation en faveur de nouvelles augmentations de la capacité de la Commission d'apporter un soutien budgétaire lors de situations difficiles, dans le cadre d'une coopération renforcée avec d'autres institutions compétentes. Pour le suivi, il recommande de centrer les efforts sur six pays pilotes, dont la Sierra Leone, et de se pencher tout particulièrement sur le soutien budgétaire en tant que composante horizontale.

33. Depuis 2000, la Commission européenne a acquis une vaste expérience du recours au soutien budgétaire pour réduire la pauvreté en Sierra Leone. Elle est résolue à poursuivre ces efforts car la continuité et la prévisibilité du soutien budgétaire sont importantes pour remédier à la fragilité.

34. Le nouveau DSRP est un outil crucial au service de la réduction de la pauvreté et du développement en Sierra Leone, et il offre un cadre aux interventions des donateurs. Sa ventilation en politiques sectorielles devrait attirer davantage de financements de la part de donateurs actuels ou de nouveaux donateurs et faciliter le passage à une approche sectorielle et à des programmes d'envergure sectorielle.

35. Les États fragiles ont besoin de montants considérables pour la reconstruction, la prestation de services de base et le paiement régulier des salaires alors que leur assiette d'imposition est restreinte. En outre, ils doivent engager des réformes macroéconomiques difficiles, restaurer une discipline budgétaire, accroître les recettes budgétaires, lutter contre la corruption et répondre aux aspirations à de

meilleurs services de la part d'une population de plus en plus impatiente. Dans des situations de fragilité, le soutien budgétaire peut apporter des réponses sous trois formes : a) en contribuant à la stabilisation macroéconomique et budgétaire; b) en encourageant les réformes de gouvernance économique; c) en appuyant la mise en œuvre de la stratégie de réduction de la pauvreté. De plus, le contrôle stratégique rendu possible par le soutien budgétaire peut faciliter le dialogue politique nécessaire relatif à la réforme du secteur de la sécurité, au désarmement et à la démobilisation et à la réforme de la fonction publique, domaines qui ont tous habituellement une incidence sur la stabilité macroéconomique. L'aide aux projets ne peut, à elle seule, mener à tous ces importants objectifs et les deux modalités devraient être considérées comme complémentaires.

36. Il ressort de l'expérience acquise par la Commission européenne avec ses partenaires que le soutien budgétaire est l'instrument le plus indiqué pour promouvoir l'appropriation nationale, et qu'il permet de réaffirmer le rôle central du processus budgétaire dans la prise de décisions, ainsi que la nécessité d'améliorer, voire de rétablir le système de gestion des finances publiques dans un pays.

37. Le soutien budgétaire aux pays sortant d'un conflit peut également faciliter leur réintégration à la communauté financière internationale et leur ouvrir l'accès à un allègement de la dette. Les chocs extérieurs actuels et prévisibles représentent des dangers considérables pour des États fragiles. La communauté internationale devrait veiller tout spécialement à aider ces pays afin de leur éviter toute nouvelle crise, et le soutien budgétaire devrait être souple pendant cette période critique. Le risque de mécontentement social, avec les inévitables retombées politiques, reste élevé.

38. Le coût de l'inaction peut être infiniment plus élevé que le risque fiduciaire inhérent au soutien budgétaire dans des situations de fragilité. La communauté internationale doit s'attaquer parallèlement à la question des besoins de financement d'urgence et à la gestion des risques supplémentaires.

39. Une fois que la décision politique d'offrir un soutien budgétaire aura été prise, la question suivante sera de savoir comment gérer le risque lié à l'offre de ce soutien dans des conditions de fragilité extrême, compte tenu du risque politique, du risque fiduciaire,

de la faiblesse de la gouvernance économique, de la faiblesse des politiques de réduction de la pauvreté ou du manque de capacités, voire de tous ces facteurs à la fois.

40. Dans le cas des États fragiles, il faut, de la part des autorités nationales, une volonté politique de prendre les mesures nécessaires pour mener à bien le redressement économique et social, conjuguée à un effort tout aussi énergique de la communauté internationale. Le rôle de la Commission de consolidation de la paix est de susciter une forte détermination des deux parties et de veiller à ce que cette détermination ne se relâche pas.

41. Lorsque les mesures ou conditions préliminaires ont été décidées, les conditions prescrites par les organes délibérants autorisant la Commission européenne à accorder un soutien budgétaire sont les mêmes pour tous les États ACP (Afrique, Caraïbes et Pacifique). Toutefois, les États fragiles bénéficient d'une plus grande souplesse puisqu'il est tenu compte des caractéristiques des réformes et des efforts entrepris par le Gouvernement pour remédier à une situation de faiblesse. L'expérience montre qu'une étroite coordination avec les autres donateurs est indispensable à toutes les étapes du processus, de la décision politique d'offrir le soutien budgétaire au suivi des progrès, en passant par la conception du programme et l'évaluation de l'admissibilité.

42. Dans le cas de la Sierra Leone, la Commission européenne exécute un ambitieux programme pluriannuel. Jusque-là, l'opération n'a pas été aisée, du fait des difficultés de la Sierra Leone à appliquer le programme du FMI depuis 2006 et à résoudre des problèmes relatifs à la gestion des finances publiques.

43. À l'heure actuelle, la Commission européenne prépare son soutien budgétaire pour la Sierra Leone dans le cadre du dixième Fonds européen de développement (2008-2013). La structure de ce soutien – qui s'élève à 90 millions d'euros pour toute la période – sera adaptée à la situation de fragilité du pays, et l'accent sera maintenu en particulier sur les réformes de la gestion des finances publiques et la mise en œuvre du DSRP. Une étroite coordination avec le FMI aidera la Commission européenne à soutenir la stabilisation macroéconomique dans le cadre du redressement et à gérer harmonieusement le programme.

44. L'un des défis lié au soutien budgétaire à des États sortant d'un conflit ou fragiles tient à la grave insuffisance de ressources humaines à tous les niveaux. C'est pourquoi le dialogue sur l'assistance technique et le renforcement de capacités en Sierra Leone est indispensable. La Commission de consolidation de la paix devrait prêter attention à la demande de la Sierra Leone en faveur d'une plus grande transparence concernant l'assistance technique; il va sans dire que la Commission européenne est disposée à jouer son rôle dans ce domaine.

45. L'autre défi majeur a trait à la nécessité de renforcer la coordination. Il est nécessaire, en particulier, d'aider le Gouvernement à mobiliser des ressources humaines suffisantes pour pouvoir assurer le suivi du soutien budgétaire et la gestion des relations de la Sierra Leone avec les donateurs de soutien budgétaire, d'accroître la participation du FMI au groupe multidonateurs de soutien budgétaire afin qu'il puisse partager son analyse relative à l'évolution de la situation macroéconomique et à l'exécution du budget, d'encourager les donateurs de soutien budgétaire à convenir d'avance des éléments fondamentaux du soutien budgétaire, à veiller à la cohérence des interventions et à la coordination de l'exécution et à définir conjointement les principales questions à examiner et, enfin, de continuer de lier étroitement l'actuelle réforme de la gestion des finances publiques au soutien budgétaire.

46. **M. Knutsson** (Suède) dit que la création de la Commission de consolidation de la paix est l'une des réformes majeures issues du Sommet mondial de 2005. L'ONU, avec sa légitimité en tant qu'organisme multilatéral et ses avantages comparatifs dans une large gamme d'activités, joue un rôle unique en son genre dans la consolidation de la paix. La Suède se réjouit de voir qu'après deux ans seulement, la Commission donne déjà la preuve de sa valeur et de sa contribution potentielle, en particulier dans les pays inscrits à son programme de travail. Une incidence positive dans ces pays est le principal indicateur de succès et la preuve indéniable de la valeur ajoutée par la Commission.

47. Le Cadre de coopération pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (PBC/2/SLE/1) constitue un important point de départ. Le dialogue auquel il a donné lieu montre qu'il est important de lier les aspects politiques, économiques et sécuritaires de la consolidation de la paix. De plus, le Cadre constitue un engagement politique entre le Gouvernement sierra-

léonais et la communauté internationale concernant plusieurs questions hautement prioritaires. Le Cadre devrait être utilisé pour conjuguer les efforts en vue de porter les résultats de la consolidation de la paix à leur plus haut niveau. La Suède attend avec intérêt de pouvoir s'attaquer avec ses partenaires et avec le Gouvernement sierra-léonais aux défis à relever.

48. Avec l'appui de l'ONU et d'autres partenaires, le Gouvernement sierra-léonais a accompli des progrès importants concernant plusieurs engagements énoncés dans le Cadre, notamment celui de se préparer pour les élections municipales en 2008. Par ailleurs, la Suède a pris note du rapport de la Commission d'examen de la Constitution, du plan de réforme du secteur de la justice, de l'approbation d'une stratégie nationale de lutte contre la corruption et de la création d'une Commission nationale des droits de l'homme pleinement opérationnelle.

49. Dans le cadre des efforts de restructuration de l'aide de la Suède au développement, son Gouvernement a décidé de centrer son attention sur 12 pays touchés par un conflit, sortant d'un conflit ou fragiles; l'un de ces pays est la Sierra Leone. La Suède se propose de doubler sa coopération bilatérale en faveur de la Sierra Leone en 2009, en privilégiant les priorités énoncées dans le Cadre de coopération. En outre, elle espère que sa contribution de plus de 40 millions de dollars au Fonds pour la consolidation de la paix sur les trois dernières années continuera d'être utilisée au service de programmes décisifs en Sierra Leone.

50. La Suède accueille avec intérêt la proposition en faveur du remplacement du BINUSIL par un bureau intégré de consolidation de la paix, examinée lors de la dernière réunion d'information du Conseil de sécurité sur la Sierra Leone. Le maintien de l'important rôle dirigeant joué par le Représentant exécutif du Secrétaire général est crucial pour apporter aux efforts nationaux un appui coordonné qui tienne compte des priorités énoncées dans le Cadre de coopération. Le bureau et l'équipe de pays des Nations Unies devraient continuer de travailler de manière intégrée, en s'appuyant sur des messages non contradictoires venant du Siègne.

51. La Commission de consolidation de la paix devrait rassembler toutes les parties prenantes qui jouent un rôle clé dans le processus de consolidation de la paix, notamment le FMI et la Banque mondiale. La

délégation suédoise se réjouit de voir ces organismes représentés à la présente réunion et attend avec intérêt la possibilité d'œuvrer en étroite collaboration avec les institutions financières internationales à la mise en œuvre du Cadre de coopération. À cet égard, l'examen récemment mené par le FMI concernant les résultats de la Sierra Leone au titre de la Facilité pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance revêt une importance particulière.

52. Des mesures stratégiques relatives à l'emploi et à l'autonomisation des jeunes, appuyées par la communauté internationale, sont indispensables. Selon le rapport du Président sur sa récente visite en Sierra Leone, aucune politique cohérente n'existe à l'heure actuelle pour ces questions. Le système manque de moyens d'agir. À cet égard, la délégation suédoise se réjouit de noter que l'ONU examine sa capacité de tenir ses engagements. La Suède attend avec intérêt que le Gouvernement sierra-léonais assume résolument un rôle dirigeant dans ce domaine.

53. La Suède recommande de créer, au niveau du pays, un mécanisme de financement commun qui acheminerait de manière flexible les ressources destinées à la consolidation de la paix. Ce mécanisme, qui pourrait être lié aux secteurs prioritaires définis dans le Cadre de coopération, faciliterait tout particulièrement le travail des donateurs tels que la Suède, qui n'a pas de représentation en Sierra Leone.

54. Il faudrait accélérer l'exécution des programmes financés par le Fonds pour la consolidation de la paix. La communauté internationale ne peut se permettre d'avoir des fonds qui attendent à la banque alors que la nécessité d'une concrétisation des dividendes de la paix est si urgente.

55. Enfin, la Suède siègera bientôt au Comité d'organisation de la Commission de consolidation de la paix. Pendant son mandat de deux ans, elle aimerait que la Commission affine son approche stratégique en tirant davantage parti des organismes compétents du système et en dialoguant avec les pays dans des instances diverses, allant des réunions spécifiques pour chaque pays organisées sous une forme complète à des réunions d'une forme plus simple. Le rôle important joué par la Commission dans l'élaboration des politiques et des méthodologies doit retenir davantage l'attention.

56. **Le Président** remercie le représentant de la Suède d'avoir exposé avec clarté le soutien apporté à la

mise en œuvre du Cadre de coopération pour la consolidation de la paix en Sierra Leone. Il accueille avec satisfaction l'engagement pris par la Suède de doubler son aide à la Sierra Leone en 2009 et de l'aligner sur le Cadre de coopération, et il espère que cet engagement donnera le ton à la suite de la réunion. Il est sûr que la proposition en faveur de la création d'un mécanisme de financement commun au niveau du pays recueillera l'appui de la Commission.

b) Session plénière sur l'emploi et l'autonomisation des jeunes

57. **M. Ney** (Allemagne), parlant en sa qualité d'animateur du débat, rappelle que, comme l'indique le Cadre de coopération pour la consolidation de la paix en Sierra Leone (PBC/2/SLE/1), il est reconnu que la marginalisation et l'exclusion politique des jeunes ont constitué l'une des causes profondes de la guerre civile et qu'elles sont largement perçues comme une menace à la consolidation de la paix aujourd'hui. Les possibilités des jeunes de la Sierra Leone dans le domaine de l'emploi sont limitées par plusieurs facteurs tels que la faiblesse du niveau d'instruction et la difficulté d'accéder aux ressources foncières, aux capitaux et au crédit. Toutefois, le défi posé par la marginalisation des jeunes dépasse la question des possibilités économiques et de l'emploi. Il s'impose également d'appuyer les initiatives en faveur de leur autonomisation politique et sociale. L'autonomisation des jeunes femmes et d'autres jeunes vulnérables pose un défi particulier et exige des interventions ciblées, telles qu'une réforme des lois et un renforcement durable des capacités. L'intervenant espère que la présente réunion sera mise à profit pour faire valoir des initiatives réussies relatives à l'emploi des jeunes, ainsi que pour mener une étude approfondie et se mettre d'accord sur l'appui à donner aux politiques et aux programmes relatifs à ce domaine.

58. **M. Sesay** (Sierra Leone) dit qu'il est important de cibler en particulier les jeunes parce qu'ils constituent environ 70% de tous les sans-emploi du pays, qu'ils ont joué un rôle crucial non seulement dans la récente guerre mais également dans les récentes élections en se rendant tôt le matin dans les bureaux de vote pour prévenir les fraudes, et parce qu'en soutenant les jeunes du pays, on développe sa classe moyenne, qui présente un vide à l'heure actuelle, et on s'assure que les jeunes aient un enjeu dans l'économie.

59. Il importe de cibler en particulier les jeunes du secteur agricole car, étant le plus gros employeur, ce secteur offre la possibilité d'améliorer les moyens de subsistance de toute la population, notamment ceux des jeunes. Du reste, le deuxième axe du DSRP pour la Sierra Leone porte sur la promotion du recrutement des jeunes, à la fois pour assurer des emplois aux jeunes et pour accroître la production agricole. L'objectif à long terme du Gouvernement est de faire de l'agriculture le moteur de la croissance socioéconomique et du développement. Ainsi, l'agriculture créera de la richesse et des emplois et produira des matières premières. L'agriculture offre des possibilités d'emploi pour les jeunes dans des domaines comme la production, dont la rentabilité rapide est une considération importante, crée de la valeur ajoutée et favorise l'infrastructure rurale, y compris la commercialisation, ainsi que la promotion du secteur privé et la réforme des groupements d'agriculteurs.

60. Les initiatives prises à l'heure actuelle pour promouvoir les jeunes dans l'agriculture sont notamment le Plan pour l'emploi des jeunes, axé sur le recrutement des jeunes dans l'agriculture, l'initiative « vivres contre travail » portant sur la réhabilitation de routes, un programme de travail rémunéré visant à élever le pouvoir d'achat des jeunes du pays compte tenu de la hausse actuelle du cours des denrées alimentaires, et la formation. Plus de 17 000 emplois évalués à 7,6 millions de dollars ont été inventoriés. Cependant, pour le moment, l'agriculture de subsistance et l'agriculture à petite échelle, la faiblesse de la productivité en raison de la mauvaise qualité des intrants, la dépendance vis-à-vis des cultures pluviales, le manque de services financiers, l'utilisation de méthodes agricoles traditionnelles, la médiocrité des systèmes de recherche, les goulets d'étranglement structurels, notamment l'état lamentable des routes, et la mauvaise organisation des groupements d'agriculteurs ne rendent guère le secteur attractif.

61. S'agissant des chances qui s'offrent au secteur, l'intervenant cite les suivantes : degré élevé de la volonté politique et de la détermination qui se manifestent dans le pays, comme en témoignent l'intention du Président de donner, plus tard dans l'année, la priorité à l'agriculture; soutien international accru en raison des bons résultats du processus démocratique et de la détermination du Gouvernement; compte tenu des hausses actuelles des cours des denrées alimentaires, ouverture de débouchés

commerciaux pour la Sierra Leone en ce qui concerne la production de riz, pour laquelle le pays offre un avantage comparatif ; et, enfin, stratégie d'irrigation adoptée par le Gouvernement, dans le cadre de laquelle 14 zones irrigables totalisant 241 600 hectares ont été localisées et 5 zones représentant 147 300 hectares ont été définies comme prioritaires. Si les zones prioritaires sont entièrement irriguées et cultivées, elles produiront un excédent de riz de plus de 20%.

62. Pour conclure, l'intervenant transmet un message des Ministres de l'agriculture de l'Union du fleuve Mano, dans lequel ceux-ci déclarent qu'à la suite de la récente adhésion de la Côte d'Ivoire à l'Union du fleuve Mano, le nombre des pays membres de l'Union récemment touchés par de graves conflits intérieurs qui jouissent aujourd'hui seulement d'un début de paix est passé à trois, que l'agriculture est le pilier des économies des membres de l'Union du fleuve Mano et de la sous-région dans son ensemble, et que la hausse actuelle des cours mondiaux des denrées alimentaires restreint la capacité de ces pays de se nourrir, et à plus forte raison d'exporter des produits alimentaires. C'est pourquoi l'appui du Fonds pour la consolidation de la paix aux membres de l'Union devrait porter en priorité sur l'agriculture et la sécurité alimentaire.

63. **M. Cappelaere** (Coordonnateur résident par intérim/Représentant local de l'UNICEF en Sierra Leone) dit que, grâce à l'action de la Commission de consolidation de la paix, la Sierra Leone continue de figurer en bonne place parmi les préoccupations internationales, non pour les atrocités qu'elle a subies pendant si longtemps mais en raison de ses avancées remarquables en matière de consolidation de la paix.

64. Pour le Cadre de coopération pour la consolidation de la paix comme pour le DSRP de la Sierra Leone, les jeunes sont une priorité, car ils représentent un pourcentage important de la population, une menace potentielle pour la paix et la sécurité et un capital illimité mais souvent inexploité.

65. Mettre pleinement à profit ce capital n'est pas une tâche aisée. C'est une tâche qui, au contraire, exige un effort spécial à long terme, durable, et un important investissement tant du Gouvernement que des partenaires pour le développement. Les jeunes de la Sierra Leone sont prêts, résolus et travailleurs. Malheureusement, bon nombre des outils nécessaires pour utiliser ces qualités au service de dividendes réels

et concrets de la paix et du développement continuent de faire défaut.

66. Beaucoup d'efforts sont déjà déployés pour l'emploi et l'autonomisation des jeunes. Néanmoins, jusqu'ici, les retombées de plus de 23 projets en cours d'exécution ont été limitées. Il conviendrait de mettre la présente réunion à profit pour étudier de manière approfondie des modalités permettant de renforcer et d'accélérer la mise en œuvre du Cadre de coopération en ce qui concerne l'emploi et l'autonomisation des jeunes. À cet égard, l'intervenant souhaite faire trois recommandations concrètes.

67. Premièrement, il faudrait, en ce qui concerne l'emploi et à l'autonomisation des jeunes, des grands objectifs à long terme, des politiques et un plan stratégique intégrés. À l'heure actuelle, la Sierra Leone a besoin du plan stratégique pluriannuel chiffré en faveur de l'emploi et de l'autonomisation des jeunes préconisé par le Cadre de coopération et le DSRP, ainsi que d'un mécanisme de coordination bien conçu et unique auquel participeraient les ministères, les partenaires pour le développement, le secteur privé et les jeunes. Le Gouvernement a déjà enregistré quelques progrès dans ce domaine; maintenant, les partenaires devraient fournir une assistance technique à la mesure de ces progrès dans les domaines où des déficits de capacité ont été observés.

68. Deuxièmement, il faudrait d'urgence abandonner les petits investissements en faveur de projets et activités au profit d'investissements dans des programmes de grande envergure qui soient fondés, dans la mesure du possible, sur des financements prévisibles et à long terme. À cet effet, il s'impose d'améliorer l'harmonisation des donateurs, d'utiliser de manière plus rationnelle l'actuel panier commun de fonds en faveur des jeunes, d'accroître la participation du secteur privé, d'abandonner l'approche actuelle à caractère essentiellement caritatif, de relier les initiatives en faveur des jeunes aux mesures plus générales visant à accélérer la croissance économique et à créer un marché du travail à part entière, et de mettre pleinement à profit toutes les possibilités d'emploi pour les jeunes.

69. Troisièmement, il faudrait mettre à contribution les jeunes eux-mêmes. Les jeunes ne doivent plus être considérés comme des objets ni être utilisés à des fins politiques mais, au contraire, devenir les véritables agents du changement. À cet effet, il faudrait faire de

gros investissements dans l'éducation et la formation professionnelle. Grâce au programme condensé d'éducation de base de trois ans mis en place après la guerre, 70% des enfants bénéficient actuellement d'une éducation de base. Il faudrait maintenant un effort similaire dans l'éducation secondaire, dont 20% seulement des jeunes bénéficient.

70. Enfin, l'intervenant réaffirme l'attachement de l'équipe des Nations Unies en Sierra Leone à l'emploi et à l'autonomisation des jeunes. Malgré des lacunes dans le passé, l'ONU apporte une importante contribution en jouant le rôle à la fois de catalyseur et d'intermédiaire et en veillant à ce que les projets soient correctement exécutés dans les domaines où elle présente un avantage comparatif. Pour pouvoir remplir ce rôle à l'avenir, l'ONU se propose d'accroître sa capacité et de revoir les dispositions qui régissent son aide afin que celle-ci soit assez souple pour répondre aux besoins des États fragiles comme la Sierra Leone.

71. **M. Robbin-Coker** (Forum des entreprises de la Sierra Leone), parlant en qualité de représentant de la société civile en Sierra Leone, dit que les jeunes sont fortement représentés dans le secteur privé, qui est le catalyseur de la croissance économique. Un climat favorable à l'investissement a certes été instauré en Sierra Leone, mais le Gouvernement a besoin d'une aide accrue pour assurer la transition vers une économie de marché. Le rapport intitulé *Doing Business 2008*, qui couvre la période allant d'avril 2006 à juin 2007, classe la Sierra Leone au 160^e rang sur 178 pays en termes de facilités pour l'entreprise.

72. Afin de promouvoir la croissance, il est indispensable de renforcer le secteur de la sécurité et d'améliorer l'accès à la justice. Il y a deux autres domaines clés, qui sont le financement et les ressources foncières : il faut redoubler d'efforts pour faciliter l'accès aux crédits et aux subventions, et améliorer l'administration foncière et le cadastre. S'agissant de l'emploi et de l'autonomisation des jeunes, le secteur privé devrait participer au processus de réforme et fournir les informations de base requises pour l'élaboration des politiques, guider les entreprises de jeunes et organiser des concours de plan de développement d'entreprise. En conclusion, le Forum des entreprises de la Sierra Leone a formulé les recommandations suivantes : le secteur public et les partenaires pour le développement devraient centrer leur attention sur les dysfonctionnements du marché plutôt que sur la participation au marché; dans la

poursuite de la croissance économique, il importe de mettre en place un fonds d'investissement de taille valable en faveur de la Sierra Leone; les travaux publics et les logements sociaux devraient être considérés comme prioritaires afin de donner un essor à l'économie; le Gouvernement devrait accélérer les réformes afin d'améliorer l'accès au financement, à la justice et aux ressources foncières; un recentrage urgent de la réforme du secteur de la sécurité s'impose pour améliorer la situation et réduire la corruption.

73. **M. Pipan** (Communauté européenne) dit que l'Union européenne juge encourageantes la stabilisation de la situation en Sierra Leone et l'évaluation globale positive donnée par le sixième rapport du Secrétaire général sur le Bureau des Nations Unies en Sierra Leone (S/2008/281). Les États membres de l'Union européenne ont financé la reconstruction ultérieure au conflit et continueront d'aider le pays à instaurer la paix et le développement durables. L'Union européenne a fourni une aide financière et envoyé des observateurs pour les élections de 2007, lors desquelles le peuple sierra-léonais a prouvé son attachement à la démocratie. L'Union européenne demande au Gouvernement de veiller à ce que les élections locales de juillet 2008 se déroulent dans des conditions aussi démocratiques.

74. L'Union européenne reste préoccupée par la lenteur des progrès économiques et par la pauvreté généralisée en Sierra Leone. Ses États membres espèrent que l'action de la Commission de consolidation de la paix améliorera les conditions de vie et le classement du pays du point de vue de l'indice de développement humain. Il ne fait aucun doute que le Cadre de coopération, combiné aux initiatives du Gouvernement, pourra contribuer au processus de la consolidation de la paix. Toutefois, deux domaines restent préoccupants : premièrement, la coordination de la mise en œuvre du Cadre de coopération est insuffisante; deuxièmement, le poste de Représentant exécutif du Secrétaire général au BINUSIL devrait être pourvu dès que possible.

75. Étant donné qu'un cadre politique de l'emploi et de l'autonomisation des jeunes aurait une incidence positive sur la stabilité économique, il est indispensable d'élaborer des programmes d'éducation complets. En outre, l'emploi des jeunes pose un problème sur le plan de la politique et de la sécurité car un taux de chômage élevé chez les jeunes peut conduire à une aggravation du mécontentement et de la

violence. C'est pourquoi les rapports relatifs à une amélioration de la situation des droits de l'homme en Sierra Leone sont encourageants, bien qu'à l'avenir, des cadres stratégiques soient nécessaires pour répondre aux besoins spécifiques des femmes et des enfants, qui figurent parmi les groupes les plus vulnérables du pays. Les élections locales de juin 2008 offriront l'occasion de promouvoir l'autonomisation des jeunes. L'Union européenne souhaiterait être mieux informée du processus de nomination des candidats ainsi que du pourcentage de candidatures de jeunes et de femmes.

76. **Mme Jahan** (Bangladesh) dit que son Gouvernement attache la plus haute importance au processus de consolidation de la paix en Sierra Leone et que des soldats du maintien de la paix venant du Bangladesh prennent part aux opérations de maintien de la paix de l'ONU en Sierra Leone depuis de nombreuses années. La délégation du Bangladesh apprécie à sa juste valeur le soutien apporté par l'Allemagne, le Japon et d'autres importants partenaires pour le développement aux projets d'emploi et d'autonomisation des jeunes. Le Cadre de coopération signale que la marginalisation des jeunes est l'une des causes profondes de la guerre civile. Le taux de chômage élevé chez les jeunes reste une menace pour la consolidation de la paix.

77. Les initiatives prises par le Gouvernement, avec l'aide des partenaires pour le développement bilatéraux et multilatéraux, en vue de créer des emplois à court terme sont louables, mais il faut une croissance économique à long terme. L'analphabétisme pose également un problème en Sierra Leone, et il est encourageant de constater que plusieurs projets de microcrédit ont été lancés pour l'emploi et l'autonomisation des jeunes. L'éducation non institutionnalisée pourrait également constituer un moyen efficace de mettre en valeur les ressources humaines en Sierra Leone. Le Bangladesh a obtenu des résultats considérables en matière de mise en valeur des ressources humaines au cours des dernières décennies et serait heureux de partager son expérience avec le Gouvernement sierra-léonais.

78. **M. Dowling** (Irlande) dit que le Plan pour l'emploi des jeunes a été lancé par le Gouvernement en 2006 afin de donner rapidement des emplois aux jeunes, d'encourager les activités génératrices de revenu, de renforcer le Ministère de la jeunesse et des sports aux niveaux national et local et d'intégrer

l'emploi des jeunes à toutes les politiques nationales et initiatives de développement nationales. En s'appuyant sur le programme d'appui des Nations Unies à ce plan, Irish Aid a contribué, en 2006 et 2007, pour environ 2,3 millions d'euros au panier commun de fonds pour l'emploi et l'autonomisation des jeunes. Aucun décaissement n'a été effectué sur ce panier de fonds, et Irish Aid étudie des modalités pour faire avancer le processus. À partir de juin 2008, le développement agricole et la sécurité alimentaire figureront parmi les plus hautes priorités du Gouvernement, et il a été demandé aux partenaires de soutenir ce secteur et de veiller à ce que l'insécurité alimentaire ne déstabilise pas le pays. Il importe également de garder à l'esprit les implications régionales de la sécurité alimentaire.

79. Il semble important que le Gouvernement sierra-léonais désigne un service responsable de la coordination des programmes d'emploi et d'autonomisation des jeunes. La création d'une commission nationale de la jeunesse sera examinée par le Forum consultatif national le 20 mai 2008. Cependant, le principal défi que le Gouvernement doit relever consiste à abandonner l'approche fondée sur les projets au profit d'une approche sectorielle de l'emploi et de l'autonomisation des jeunes. Les institutions des Nations Unies présentes en Sierra Leone, en particulier le PNUD, devraient examiner leurs capacités techniques en vue de faire avancer le Plan pour l'emploi des jeunes sous la direction du Gouvernement.

80. **M. Koderà** (Japon) dit que son Gouvernement s'est penché principalement sur deux domaines clés des travaux de la Commission de consolidation de la paix, à savoir le plaidoyer et l'amélioration des conditions de vie sur le terrain. Le véritable indicateur du succès de la Commission réside dans la mesure dans laquelle la population sur le terrain ressent les bénéfices de son action. Le Gouvernement japonais a souligné la nécessité de garantir la sécurité humaine en assurant des conditions suffisantes d'alimentation en eau, en lançant des programmes d'éducation et en améliorant les possibilités d'emploi. Afin de promouvoir ce concept de la sécurité humaine et de prévenir une aggravation de la marginalisation des jeunes, le Gouvernement japonais a procédé à une modeste augmentation de son aide financière en faveur de l'emploi et de l'autonomisation des jeunes.

81. **M. Sow** (Guinée) dit que les débats ont fait ressortir les progrès accomplis dans des domaines prioritaires grâce à la qualité de l'aide apportée.

L'action menée en Sierra Leone est d'autant plus importante que l'enjeu est le bien-être des victimes de la guerre. La délégation guinéenne félicite le Gouvernement pour ses réalisations, qui placent la Sierra Leone à l'avant-garde de la paix et de la bonne gouvernance dans la sous-région. Les initiatives diplomatiques du Gouvernement donnent de l'espoir à la sous-région en cette période de crise alimentaire.

82. **M. Ney** (Allemagne), parlant en qualité d'animateur du débat, dit que l'incidence des programmes d'emploi et d'autonomisation des jeunes a été limitée et que les débats ont fait ressortir la nécessité des mesures suivantes : premièrement, il faut de grands objectifs à long terme clairement définis pour l'emploi et l'autonomisation des jeunes, et un service responsable au sein du Gouvernement faciliterait la réalisation de ces grands objectifs; deuxièmement, des interventions et des programmes à grande échelle sont nécessaires; troisièmement, il est indispensable de mettre à contribution les jeunes eux-mêmes dans les politiques générales et les initiatives. De plus, l'emploi des jeunes devrait être considéré comme faisant partie intégrante de la croissance économique et du développement du secteur privé. L'ONU envisagera peut-être d'examiner sa capacité de fournir un appui au Plan pour l'emploi des jeunes, et il faudrait mobiliser le panier commun de fonds pour l'emploi et l'autonomisation des jeunes. Enfin, il importe d'investir suffisamment dans les jeunes, qui sont l'avenir d'une Sierra Leone paisible et prospère.

c) Session plénière sur la bonne gouvernance et le renforcement des capacités

83. **M. Wolfe** (Jamaïque), parlant en qualité d'animateur du débat, dit que la Sierra Leone, sous la direction de son Gouvernement et avec l'appui de la communauté internationale, a accompli des progrès notables en matière de bonne gouvernance et de consolidation de la démocratie. Les élections de 2007 et la transition démocratique qui a suivi sont à la fois des réalisations qui feront date et des preuves de l'attachement à la démocratie. Ces acquis demandent encore à être consolidés dans les domaines de la réconciliation nationale, d'un dialogue renforcé entre les partis politiques et de l'appui au Parlement et aux autres institutions clés du Gouvernement.

84. Le Cadre de coopération indique qu'il faudrait un soutien accru pour améliorer la capacité d'institutions nationales telles que le Parlement, la Commission

électorale nationale, la Commission d'enregistrement des partis politiques, la Commission de lutte contre la corruption, la Commission nationale pour la démocratie et la Commission des droits de l'homme. Il importe également de promouvoir le dialogue entre les partis politiques, en particulier d'ici aux élections locales du 5 juillet 2008. Le Cadre de coopération mentionne également un autre élément clé, à savoir le renforcement des capacités. Compte tenu de la capacité limitée du Gouvernement et des parties prenantes nationales de fournir des services, d'engager des réformes et d'assurer de manière adéquate la gestion économique et financière, le renforcement des capacités doit être intégré à tous les programmes et activités de consolidation de la paix.

85. **Mme Bangura** (Sierra Leone) dit que, grâce à l'appui de la communauté internationale, la Sierra Leone a accompli des progrès notables en matière de consolidation de la gouvernance et de la démocratie. Le Président Koroma est fermement résolu à lutter contre la corruption et a récemment lancé une Stratégie nationale révisée de lutte contre la corruption. Le Parlement examine actuellement un avant-projet de loi sur la lutte contre la corruption, qui renforce le mandat de la Commission de lutte contre la corruption en l'habilitant à engager des enquêtes et des poursuites dans toutes les affaires d'allégation de corruption sans avoir à attendre l'accord du Bureau du Procureur général. En outre, un plan stratégique biennal (2008-2010) a été élaboré pour la Commission de lutte contre la corruption.

86. Le Président Koroma a donné la preuve de son attachement à la bonne gouvernance, à la justice sociale et à la primauté du droit en prenant la décision de maintenir les ministres du Gouvernement précédent à leurs postes respectifs, afin qu'ils puissent préparer le terrain à une transition harmonieuse. Un code de bonne conduite et d'éthique des ministres et autres membres du Cabinet a également été élaboré.

87. Les récentes élections présidentielles et parlementaires ont constitué une réalisation qui fera date. Néanmoins, il faut redoubler d'efforts pour renforcer le dialogue entre les partis politiques, promouvoir la réconciliation nationale et revigorer des institutions clés telles que le Parlement et l'appareil judiciaire. La capacité limitée des institutions gouvernementales et des autres parties prenantes nationales de fournir des services et de mener à bien

des réformes et une gestion financière responsable est extrêmement préoccupante.

88. Le Cadre de coopération pour la consolidation de la paix en Sierra Leone indique clairement qu'il faut un soutien accru pour renforcer les capacités des institutions nationales telles que la Commission électorale nationale, la Commission d'enregistrement des partis politiques et la Commission nationale pour la démocratie et les droits de l'homme. À cet égard, le Gouvernement sierra-léonais espère bénéficier de l'appui de la Commission de consolidation de la paix pour la conduite des élections locales qui doivent se dérouler sous peu.

89. Il est à espérer que les réunions de consultation actuelles permettront aux partenaires de définir des domaines dans lesquels ils pourront intervenir avec efficacité, et de réaffirmer ainsi que le rôle de la Commission devrait être maintenu en Sierra Leone.

90. **M. Hagoss** (Chef de la Section de la paix et de la gouvernance et responsable du Bureau intégré des Nations Unies en Sierra Leone (BINUSIL)) dit que l'ONU a contribué dans une mesure significative à la réussite des élections nationales de 2007 et à la promotion d'un dialogue politique actif en vue des prochaines élections locales. Le BINUSIL, le PNUD et le Gouvernement sierra-léonais ont travaillé d'arrache-pied pour que les élections se déroulent sans violence et soient crédibles.

91. Pour ce qui est de la réforme du secteur public, l'un des grands sujets de préoccupation réside dans la faiblesse structurelle des institutions étatiques de gouvernance et l'exode des experts techniques. Il est indispensable que la communauté internationale reste engagée dans le processus de consolidation de la paix en augmentant ses investissements dans le renforcement des capacités institutionnelles.

92. Le nouveau Gouvernement a exprimé son ferme attachement aux objectifs prioritaires et aux systèmes de gestion axée sur les résultats. Toutefois, il doit encore relever des défis tels que l'insuffisance de l'infrastructure administrative, le manque de formation et de mesures d'incitation et l'exode des cerveaux. Face à ces défis, le PNUD et le Gouvernement ont lancé divers projets novateurs, notamment la création, à la Présidence, d'un service chargé des stratégies et des politiques, un effort spécial pour remédier à l'exode des cerveaux qui frappe le secteur public en faisant appel à la diaspora sierra-léonaise et à des

experts du Sud, et la création d'un fonds pour le renforcement des capacités afin d'élever les compétences et d'améliorer les structures dans le secteur public. Le PNUD continuera d'œuvrer, en étroite collaboration avec d'autres partenaires pour le développement, à accroître les synergies entre les divers programmes.

93. Pour faire avancer le processus de consolidation de la paix, il est indispensable de compléter le prochain DSRP, de résoudre les tensions ethniques et politiques dans la région, d'améliorer la capacité de l'ONU en matière de conseil et d'appuyer le processus d'examen de la Constitution.

94. **M. Baldo** (Centre international pour la justice transitionnelle) dit que le Centre aide les sociétés qui ont connu des atrocités et des violations massives des droits de l'homme. En Sierra Leone, il a joué un rôle déterminant en conseillant la Commission Vérité et réconciliation pour les procédures du Tribunal spécial pour la Sierra Leone et le dédommagement des victimes de violations des droits de l'homme. Il a formulé des recommandations à très large portée visant à promouvoir la consolidation de la paix, dont un grand nombre ont commencé à être appliquées par le Gouvernement.

95. Le Gouvernement dispose d'outils variés pour faciliter le travail de reconstruction, notamment divers cadres politiques nationaux, les recommandations de la Commission Vérité et réconciliation, le DSRP, le Pacte d'amélioration de la gouvernance et de la responsabilité et la stratégie de consolidation de la paix. Un office gouvernemental chargé de coordonner les différentes stratégies a également été mis en place.

96. L'un des principaux problèmes qui se posent au Gouvernement concerne sa capacité d'absorber l'aide internationale dans les délais impartis. Les projets du Fonds pour la consolidation de la paix doivent en principe être exécutés dans une période de 12 mois; pourtant, dans de nombreux cas, il faut jusqu'à 18 mois pour que les fonds soient décaissés. Le PNUD assume en dernier lieu la responsabilité des retards; néanmoins, ils sont excessifs en ce qui concerne la Sierra Leone et obligent à augmenter les ressources requises pour faire avancer les projets.

97. Enfin, la nomination d'un représentant exécutif du Secrétaire général qui dirigerait la mise en œuvre du Fonds pour la consolidation de la paix sur le terrain et

coordonnerait les efforts nationaux et internationaux est indispensable.

98. **M. Sen** (Inde) dit que la bonne gouvernance et le renforcement des capacités sont des éléments fondamentaux de la consolidation de la paix et du développement. Cependant, il ne peut pas y avoir de bonne gouvernance sans un renforcement égal des trois branches du Gouvernement. En outre, il est indispensable d'investir dans l'éducation et la formation, de promouvoir la gestion axée sur les résultats et de fournir une assistance technique. L'Inde est prête à aider la Sierra Leone dans ces domaines, notamment dans le cadre de son programme Indian Technical and Economic Cooperation (ITEC).

99. **M. Ahmad** (Pakistan) dit que son pays est fier d'avoir contribué au processus de maintien de la paix en fournissant des contingents. S'agissant du renforcement des capacités en particulier, le Pakistan étudiera comment aligner son programme actuel d'assistance technique sur le Cadre de coopération. En sa qualité de Président de la Conférence islamique des ministres des affaires étrangères, le Pakistan se penchera également sur des modalités permettant d'accroître la portée des programmes d'aide qui sont actuellement mis en œuvre par l'Organisation de la Conférence islamique.

100. **M. Tagle** (Chili) dit que son pays note avec satisfaction les progrès accomplis par la Sierra Leone dans l'instauration d'une bonne gouvernance et le renforcement des capacités. Avec la collaboration du bureau du PNUD à Santiago, le Chili prépare actuellement, pour juin 2008, une mission en Sierra Leone portant sur la promotion de l'éducation.

101. **M. López Blanco** (Communauté européenne) dit que le renforcement des capacités est indispensable pour passer du redressement au développement durable. Compte tenu des progrès notables réalisés par la Sierra Leone en matière de bonne gouvernance, la Communauté européenne fournira un montant total de 202 millions d'euros au titre de l'aide au développement pour la période 2008-2013. Environ 37 millions d'euros ont été réservés au renforcement des institutions démocratiques, à la décentralisation, à la réforme de la fonction publique et au renforcement des capacités institutionnelles. Les donateurs sont prêts à épauler le Gouvernement dans les efforts entrepris pour réformer la fonction publique; toutefois, il est indispensable que le Gouvernement élabore un plan

clair et complet qui devrait être intégré au deuxième DSRP.

102. **Mme Filip** (Union interparlementaire) dit qu'en octobre 2007, l'Union interparlementaire a effectué une mission d'évaluation, avec le BINUSIL et le PNUD, pour examiner le fonctionnement du Parlement et élaborer une proposition complète visant à aider le Parlement à s'acquitter de ses prérogatives constitutionnelles. Les conclusions et recommandations de la mission ont été approuvées par les hauts responsables du Parlement et communiquées à la Commission de consolidation de la paix et au Bureau d'appui à la consolidation de la paix. Le temps est maintenant venu de mobiliser des fonds et de lancer un programme d'assistance technique.

103. Bien que le Parlement multipartite de la Sierra Leone compte de nombreux membres d'un niveau d'instruction élevé, dont 16 femmes, la majorité sont des parlementaires novices qui ont besoin d'un soutien pour se familiariser avec les procédures. L'Union ne ménagera aucun effort pour apporter son appui mais il faudrait également une ferme détermination de la part de l'ONU.

104. Tout comme l'appareil exécutif, le Parlement est une institution fondamentale de la gouvernance. Un Parlement sierra-léonais solidement établi contribuera à renforcer la réconciliation nationale, à consolider l'appropriation nationale dans l'exécution des engagements internationaux, à responsabiliser le pouvoir exécutif et à assurer l'efficacité de la prestation de l'aide au développement.

105. **M. Wolfe** (Jamaïque), parlant en qualité d'animateur du débat, dit que la Sierra Leone a mené des réformes remarquables en matière de consolidation de la bonne gouvernance et de la démocratie. Le mécanisme de financement multidonateurs proposé pour le renforcement des capacités, sous la gestion du PNUD, est une initiative attendue avec intérêt qui mérite l'appui de tous les partenaires internationaux. En vue des prochaines élections locales, il est crucial de renforcer la Commission d'enregistrement des partis politiques ainsi que d'autres instances de dialogue et de règlement des litiges.

106. L'intervenant note avec satisfaction que plusieurs membres de la Formation Sierra Leone ont fait part de la volonté de leur Gouvernement d'offrir une aide concrète en matière de renforcement des capacités.

La séance est levée à 13 h 10.